

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

Avis 36.020/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 16 octobre 2003, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "portant intégration verticale du ministère public", a donné le 17 novembre 2003 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> et 1<sup>o</sup> des lois coordonnées sur le Conseil d'État tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

### Fondement juridique

#### Observations générales

1. L'avant-projet de loi vise, notamment, à remplacer par la notion d'autorité, le pouvoir de surveillance et de direction qu'exerce le procureur général sur les parquets de première instance et sur les auditorats du travail.

Le Conseil d'État se demande quelles seront les conséquences pratiques qui s'attacheront à la substitution de la notion d'"autorité" à celle de "surveillance et direction" et, plus précisément, si certains modes d'action et d'information dont dispose actuellement le procureur général à l'égard des parquets de première instance et des auditorats du travail ne pourront plus être mis en oeuvre.

Selon le représentant de la ministre, l'avant-projet n'entend nullement remettre en cause les modes d'action et d'information du procureur général qui sont prévus, notamment, aux articles 27 <sup>(1)</sup>, 136bis <sup>(2)</sup> et 274 <sup>(3)</sup> du Code d'instruction criminelle.

S'agissant plus particulièrement des "instructions particulières", l'exposé des motifs souligne que :

---

<sup>(1)</sup> Cet article dispose que "Les procureurs du Roi seront tenus, aussitôt que les délits parviendront à leur connaissance, d'en donner avis au procureur général près la cour d'appel, et d'exécuter ses ordres relativement à tous actes de police judiciaire".

<sup>(2)</sup> Dont l'alinéa 1<sup>er</sup> dispose que "Le procureur du Roi fait rapport au procureur général de toutes les affaires sur lesquelles la chambre du conseil n'aurait point statué dans l'année à compter du premier réquisitoire".

<sup>(3)</sup> Cet article dispose : "Le procureur général, soit d'office, soit par les ordres du Ministre de la Justice, charge le procureur du Roi de poursuivre les délits dont il a connaissance". Cette disposition est nécessaire pour donner effet à l'article 151, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution.

"( ... ) le présent projet n'attribue pas expressément au procureur général le pouvoir de donner aux procureurs du Roi et aux auditeurs du travail des instructions particulières. Ce pouvoir se déduit en effet de l'autorité conférée au procureur général par les articles 150, alinéa 2, et 152 du Code judiciaire, son exercice est néanmoins tempéré par la mise en place du modèle de concertation instauré par l'article 138, alinéa 2, nouveau" <sup>(4)</sup>.

Force est cependant de constater que les articles 150, alinéa 2, seconde phrase, et 152, troisième phrase, en projet, du Code judiciaire limitent, au contraire, l'exercice de l'autorité du procureur général aux cas et aux modes prévus aux articles 146*bis* et 146*ter*, en projet (c'est-à-dire aux instructions générales et à la concertation relative à la qualité de l'organisation et du fonctionnement des parquets de première instance et des auditorats du travail), ce qui exclut les instructions particulières.

Dès lors, pour correspondre à la volonté de l'auteur du projet, il conviendrait d'adapter les articles 150, alinéa 2, et 152, en projet, afin d'éviter toute ambiguïté sur les pouvoirs - en ce qui concerne spécialement les instructions particulières - dont dispose le procureur général à l'égard des parquets de première instance et de l'auditorat du travail.

Par ailleurs, l'exposé des motifs gagnerait à préciser qu'il ne faut voir dans la substitution de la notion d'autorité" à celle de "surveillance et direction" d'autre portée que celle d'encourager un "management" davantage soucieux de la concertation entre le procureur général, d'une part, les parquets de première instance et les auditorats du travail, d'autre part, concertation dont plusieurs articles en projet fournissent des exemples (notamment les articles 138, alinéas 2 à 4, 143*bis*, § 3, alinéa 6, 146*ter* et 326, en projet).

#### Observations particulières

#### Dispositif

#### Article 2

(article 138 en projet du Code judiciaire)

---

<sup>(4)</sup> Voir également le passage de l'exposé des motifs qui précise qu'en ce qui concerne l'organisation des parquets et auditorats et la conduite de l'action publique, les modalités d'expression de l'autorité du procureur général sont "pour l'essentiel" celles prévues par les articles 146*bis* et 146*ter* en projet du Code judiciaire. L'expression "pour l'essentiel" semble réserver la possibilité d'autres modes d'expression de l'autorité du procureur général.

1. Selon l'exposé des motifs, le traitement dit "intégré" des dossiers individuels est limité aux affaires complexes et sera assuré :

"... par une équipe d'au moins deux magistrats mise sur pied dès que possible par le procureur général et le procureur du Roi (ou l'auditeur du travail) agissant en concertation".

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que ces précisions ne se trouvent pas dans le texte en projet du Code judiciaire. Elles ne constituent donc que des indications sans caractère contraignant.

2. Les mécanismes prévus à l'article 13 8, alinéas 3 et 4, en projet, du Code judiciaire nécessitent l'accord des chefs de corps concernés.

L'exposé des motifs précise que

"(...) l'accord ne sera soumis à aucune condition de forme et sera déduit du simple fait que le magistrat concerné exerce les fonctions du ministère public dans la cause".

Cette précision pourrait prêter à confusion. Bien que ne devant pas être formalisé sous une forme particulière, l'accord des chefs de corps concernés n'en doit pas moins être certain et exprès.

3. Le représentant de la ministre a confirmé que, selon les termes de l'article 138, alinéas 3 et 4, en projet, les mécanismes que ces alinéas prévoient ne s'appliquent pas aux réquisitions du ministère public devant le tribunal de la jeunesse ou devant les chambres d'appel de la jeunesse à l'égard des personnes poursuivies du chef d'un fait qualifié infraction, commis avant l'âge de dix-huit ans accomplis.

L'exposé des motifs devrait s'expliquer sur cette question.

4. Bien que la chambre du conseil soit une chambre du tribunal correctionnel, mieux vaut la mentionner expressément dans l'article 138, alinéa 4, en projet, du Code judiciaire, tout comme la chambre des mises en accusation a été mentionnée à l'article 138, alinéa 3, en projet.

#### Article 5

(article 143bis, § 3, en projet du Code judiciaire)

1. Les paragraphes 4 à 7 sont consacrés aux "réseaux d'expertise" dont la mission est de veiller "à promouvoir la circulation de l'information et de la documentation entre les membres du ministère public" ou de remplir "toute mission d'appui en vue de l'exercice des compétences du Collège".

Afin de se faire une idée plus claire et plus précise de la mission des "réseaux d'expertise", il ne serait pas inutile que l'exposé des motifs fournisse quelques exemples concrets.

2. Selon l'exposé des motifs, le chef de corps auquel appartient le magistrat concerné doit donner son consentement à la participation de ce dernier au "réseau d'expertise".

L'article 143bis, § 3, alinéa 6, en projet, ne prévoit cependant l'accord du chef de corps qu'en cas de désignation des magistrats fédéraux, ainsi que des magistrats des parquets du procureur du Roi et des auditorats du travail.

Il y a lieu de viser également les magistrats des parquets généraux <sup>(5)</sup>.

#### Article 6

(article 146*bis* en projet du Code judiciaire)

Les mots "Sous réserve de l'application des articles 143*bis* et 143*ter* ou d'autres dispositions légales" sont inutiles, étant donné, notamment, la précision qu'apporte l'alinéa 2 de l'article 146*bis*, en projet, du Code judiciaire, selon laquelle les instructions générales et contraignantes du procureur général seront conformes, d'une part, aux directives du collège des procureurs généraux prises sur la base de l'article 143*bis*, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> du Code judiciaire et, d'autre part, aux directives du Ministre de la Justice prévues à l'article 143*ter* du même Code <sup>(6)</sup>.

#### Article 7

(article 146*ter* en projet du Code judiciaire)

Les mots "Sous réserve de l'application de l'article 143*bis*" sont sans objet et doivent être omis.

La même observation vaut pour l'article 146*quater*.

---

<sup>(5)</sup> Même si les "réseaux d'expertise" sont institués par le collège des procureurs généraux qui en détermine les modalités d'organisation et de fonctionnement, il ne semble pas inutile que chaque procureur général marque son accord sur la désignation de magistrats provenant de son parquet.

<sup>(6)</sup> Voir dans le même sens l'avis 32.899/2, donné le 11 mars 2002 sur une proposition de loi "portant intégration verticale du ministère public" (observation sous l'article 4), ainsi que sur les amendements n° 1 et 2 (déposée par Hugo Coveliers et consorts - Doc. parl., Chambre, n° 50 1559/1 à 5 - 2001/2002).

Articles 9 et 10

(articles 150 et 152 en projet du Code judiciaire)

Il est renvoyé à l'observation générale.

Article 9

(article 150 en projet du Code judiciaire)

De l'accord du représentant de la ministre, les mots "de l'arrondissement" qui figurent in fine de l'alinéa 2 du texte actuel doivent être ajoutés à l'alinéa 2, première phrase, in fine, en projet.

En effet, la compétence des procureurs du Roi reste limitée à leur arrondissement, sous réserve, comme le précise le début de l'alinéa 2 en projet, de l'article 138, alinéa 3.

Article 10

(article 152 en projet du Code judiciaire)

De l'accord du représentant de la ministre, il y a lieu, comme le fait l'avant-projet pour l'article 150, en projet, du Code judiciaire, de diviser l'article 152 en deux alinéas et de commencer l'alinéa 2 par les mots "Sous réserve de l'application de l'article 138, alinéas 3 et 4".

Article 12

(article 155 en projet du Code judiciaire)

À l'alinéa 2, la version française et la version néerlandaise de l'avant-projet ne concordent pas.

Comme en a convenu le représentant de la ministre, c'est la version néerlandaise qui doit être retenue.

Article 13

(article 326 en projet du Code judiciaire)

1. Le Conseil d'État n'aperçoit pas la raison pour laquelle le procureur du Roi ou l'auditeur du travail doit donner un avis conforme dans les cas prévus au paragraphe 2, 3° et 4° en projet, et aucun avis dans les cas prévus au même paragraphe 2, 1° et 2° alors que, dans ces deux hypothèses, les besoins du parquet du procureur du Roi ou de l'auditorat sont également à prendre en considération <sup>(7)</sup>.

La même observation vaut pour le paragraphe 4.

2. Le paragraphe 3 en projet prévoit une concertation entre le procureur général, d'une part, et le procureur du Roi ou l'auditeur du travail, d'autre part, lorsqu'il s'agit de désigner un ou plusieurs magistrats du parquet du procureur du Roi ou de l'auditorat du travail auxquels le procureur fédéral ou le Ministre de la Justice peuvent faire appel pour venir en renfort du parquet fédéral dans le cadre de l'article 144bis, § 3, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du Code judiciaire.

Les mots "en concertation" manquent de précision <sup>(8)</sup>.

Par ailleurs, l'article 144bis, § 3, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, prévoit que lorsque le procureur fédéral ou le Ministre de la Justice décideront de faire appel à un membre du parquet de première instance ou de l'auditorat du travail, une seconde concertation, cette fois entre le procureur du Roi ou l'auditeur du travail, d'une part, et le procureur fédéral, d'autre part, devra avoir lieu. L'exposé des motifs gagnerait à préciser comment s'articulent les deux concertations <sup>(9)</sup>.

3. Le paragraphe 7 en projet dispose :

"Dans tous ces cas, la délégation du magistrat ne peut avoir lieu que de son consentement".

Il semble cependant excessif d'exiger le consentement d'un substitut du procureur du Roi de complément ou d'un substitut de l'auditeur du travail de

---

<sup>(7)</sup> Voir, dans le même sens, l'avis 32.899/2, précité (observation n° 3 sous l'article 9).

<sup>(8)</sup> Voir, dans le même sens, l'avis 32.899/2, précité (observations n° 2 sous l'article 7 et n° 2 sous l'article 9).

<sup>(9)</sup> Voir, dans le même sens, l'avis 30.851/2, donné le 31 octobre 2000 sur une proposition devenue la loi du 21 juin 2001 modifiant diverses dispositions en ce qui concerne le parquet fédéral (Doc. parl., Chambre, session 2000/2001, n° 50, 897/2).

complément pour exercer temporairement ses fonctions dans un parquet du procureur du Roi ou dans un audiorat du travail du ressort de la Cour d'appel auprès de laquelle il a été nommé <sup>(10)</sup>.

#### Article 14

L'article 14 "rapporte" un certain nombre de dispositions de la loi du 22 décembre 1998 "sur l'intégration verticale du ministère public, le parquet fédéral et le conseil des procureurs du Roi".

Les articles 5-2° 5-3° et 5-4° sont déjà entrés en vigueur. Ils modifient le Code judiciaire en ce qui concerne respectivement l'évaluation du procureur fédéral par le collège des procureurs généraux (article 143*bis*, § 3, alinéa 3, du Code judiciaire), les magistrats d'assistance et les membres du ministère public qui assistent temporairement le collège des procureurs généraux (article 143*bis*, § 4, du Code judiciaire) et la participation du procureur fédéral aux réunions du collège des procureurs généraux (article 143*bis*, § 5, alinéa 5).

Comme en a convenu le représentant de la ministre, ces articles ne doivent donc être ni rapportés ni abrogés.

Les autres dispositions visées dans l'article 14 de l'avant-projet ne sont pas encore entrées en vigueur et ne sont pas compatibles avec l'avant-projet. Il n'y a donc effectivement pas de raison de les maintenir. Il convient cependant de les abroger et non de les "rapporter".

-----

---

<sup>(10)</sup> Le Conseil d'État rappelle que, même dans les autres cas, l'accord du magistrat du parquet pour une délégation dans le ressort de la Cour d'appel de l'arrondissement où il a été nommé, n'était pas obligatoire, les magistrats du parquet n'étant pas inamovibles (M.Uyttendaele, Regards sur un système institutionnel paradoxal. Précis de droit public belge, Bruxelles, Bruylant, 1997, n° 434 pp. 508-509).



La chambre était composée de

|           |                     |                                         |
|-----------|---------------------|-----------------------------------------|
| Messieurs | Y. KREINS,          | président de chambre,                   |
|           | J. JAUMOTTE,        | conseillers d'État,                     |
| Madame    | M. BAGUET,          |                                         |
| Monsieur  | J. van COMPERNOLLE, | assesseur de la section de législation, |
| Madame    | B. VIGNERON,        | greffier.                               |

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË  
-----

ADVIES 36.020/2

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE  
-----

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 16 oktober 2003 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende verticale integratie van het openbaar ministerie", heeft op 17 november 2003 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### Rechtsgrond

#### Algemene opmerkingen

1. Het voorontwerp van wet beoogt onder meer het toezicht en de leiding die de procureur-generaal uitoefent op de parketten van eerste aanleg en op de arbeidsauditoraten, te vervangen door het concept "gezag".

De Raad van State vraagt zich af welke praktische gevolgen verbonden zullen zijn aan het vervangen van het begrip "toezicht en leiding" door het begrip "gezag", en meer bepaald of bepaalde bevoegdheden op het stuk van actie en informatievoorziening waarover de procureur-generaal thans beschikt ten aanzien van de parketten van eerste aanleg en van de arbeidsauditoraten, niet meer zullen kunnen worden uitgeoefend.

Volgens de vertegenwoordiger van de minister is het niet de bedoeling van het voorontwerp om de bevoegdheden inzake actie en informatievoorziening van de

procureur-generaal, die onder meer zijn vastgelegd in de artikelen 27 <sup>(1)</sup>, 136bis <sup>(2)</sup> en 274 <sup>(3)</sup> van het Wetboek van Strafvordering, ter discussie te stellen.

Meer in het bijzonder wat de "bijzondere instructies" betreft, wordt in de memorie van toelichting benadrukt

"dat onderhavig ontwerp niet uitdrukkelijk de bevoegdheid aan de procureur-generaal toekent om bijzondere instructies aan de procureurs des Konings en de arbeidsauditeurs te geven. Deze mogelijkheid vloeit immers reeds voort uit de bevoegdheid toegekend aan de procureur-generaal door de artikelen 150, lid 2, en 152 van het Gerechtelijk Wetboek; de uitoefening ervan wordt niettemin getemperd door de instelling van het overlegmodel door het nieuwe artikel 138, lid 2" <sup>(4)</sup>.

Evenwel moet worden vastgesteld dat de ontworpen artikelen 150, tweede lid, tweede zin, en 152, derde zin, van het Gerechtelijk Wetboek daarentegen de uitoefening van het gezag van de procureur-generaal beperken tot de gevallen en de aangelegenheden bepaald in de ontworpen artikelen 146bis en 146ter (d.w.z., de algemene instructies - in het ontworpen artikel 146bis "onderrichtingen" genoemd - en het overleg over de kwaliteit van de organisatie en de werking van de parketten van eerste aanleg en de arbeidsauditoraten), met uitsluiting dus van de bijzondere instructies.

---

<sup>(1)</sup> Dit artikel bepaalt : "De procureurs des Konings zijn verplicht, zodra de misdrijven hun ter kennis komen, de procureur-generaal bij het hof van beroep daarvan bericht te geven en zijn bevelen omtrent alle daden van gerechtelijke politie uit te voeren."

<sup>(2)</sup> Het eerste lid ervan bepaalt : "De procureur des Konings doet verslag aan de procureur-generaal omtrent alle zaken waarover de raadkamer geen uitspraak heeft gedaan binnen een jaar te rekenen van de eerste vordering."

<sup>(3)</sup> Dit artikel bepaalt : "De procureur-generaal geeft aan de procureur des Konings ambtshalve of op bevel van de minister van Justitie opdracht om de misdrijven waarvan hij kennis draagt, te vervolgen". Deze bepaling is nodig om uitwerking te verlenen aan artikel 151, § 1, van de Grondwet.

<sup>(4)</sup> Zie eveneens de passage in de memorie van toelichting waarin wordt gepreciseerd dat wat de organisatie van de parketten en auditoraten en de leiding van de strafvordering betreft, de wijze waarop het gezag van de procureur-generaal tot uiting komt, "hoofdzakelijk" die is welke bepaald wordt door de ontworpen artikelen 146bis en 146ter van het Gerechtelijk Wetboek. Het woord "hoofdzakelijk" lijkt de mogelijkheid te bieden dat het gezag van de procureur-generaal op andere manieren tot uiting wordt gebracht.

Opdat het ontwerp in overeenstemming zal zijn met de bedoelingen van de steller ervan, dienen de ontworpen artikelen 150, tweede lid, en 152 derhalve aldus te worden aangepast dat iedere dubbelzinnigheid omtrent de bevoegdheden - inzonderheid wat de bijzondere instructies betreft - van de procureur-generaal ten aanzien van de parketten van eerste aanleg en van het arbeidsauditoraat voorkomen wordt.

Voorts verdient het aanbeveling in de memorie van toelichting te preciseren dat de vervanging van het begrip "toezicht en leiding" door het begrip "gezag" alleen tot doel heeft een "management" te bevorderen waarbij meer zorg wordt besteed aan overleg tussen de procureur-generaal enerzijds en de parketten van eerste aanleg en de arbeidsauditoraten anderzijds, een overleg omtrent hetwelk verscheidene artikelen van het ontwerp voorbeelden verstrekken (inzonderheid de ontworpen artikelen 138, tweede tot vierde lid, 143*bis*, § 3, zesde lid, 146*ter* en 326).

### Bijzondere opmerkingen

#### Dispositie

#### Artikel 2

(ontworpen artikel 138 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. Volgens de memorie van toelichting is de zogenaamde "geïntegreerde" behandeling van de individuele dossiers beperkt tot de complexe zaken en geschiedt ze :

"... door een team van minstens twee magistraten, dat zo vlug mogelijk samengesteld wordt door de procureur-generaal en de procureur des Konings (of de arbeidsauditeur) in onderling overleg".

De steller van het voorontwerp wordt erop gewezen dat die preciseringen niet voorkomen in de ontworpen tekst van het Gerechtelijk Wetboek. Ze vormen dus slechts aanwijzingen, die niet van bindende aard zijn.

2. De mechanismen voorgeschreven bij het ontworpen artikel 138, derde en vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek vereisen de instemming van de betrokken korpschefs.

.../...

In de memorie van toelichting wordt daaromtrent gepreciseerd :

"De toestemming zal aan geen enkele formele voorwaarde worden onderworpen en afgeleid worden uit het feit dat de betrokken magistraat de opdrachten van het openbaar ministerie in de zaak waarneemt".

Die precisering zou verwarring kunnen doen ontstaan. Ofschoon de toestemming van de betrokken korpschefs niet in een bijzondere vorm hoeft te worden geformaliseerd, moet ze wel stellig en uitdrukkelijk zijn.

3. De vertegenwoordiger van de minister heeft bevestigd dat naar luid van het ontworpen artikel 138, derde en vierde lid, de regelingen waarin die leden voorzien niet toepasselijk zijn op de vorderingen van het openbaar ministerie vóór de jeugdrechtbank of vóór de jeugdkamers van beroep ten aanzien van personen die vervolgd worden wegens een feit dat een strafbaar feit oplevert en dat is gepleegd, vóór de volle leeftijd van achttien jaar.

De memorie van toelichting moet daaromtrent nadere uitleg verschaffen.

4. Ofschoon de raadkamer een kamer van de correctionele rechtbank is, zou het beter zijn ze uitdrukkelijk te vermelden in het ontworpen artikel 138, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, net zoals de kamer van inbeschuldigingstelling is vermeld in het ontworpen artikel 138, derde lid.

#### Artikel 5

(ontworpen artikel 143bis, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek)

1. De paragrafen 4 tot 7 handelen over de "expertisenetwerken", die belast zijn met "het bevorderen van de informatie- en documentatiedoorstroming tussen de leden van het openbaar ministerie" en met "elke ondersteuningsopdracht met het oog op de uitoefening van de bevoegdheden van het College".

Teneinde een duidelijker en preciezer beeld te hebben van de taak van de "expertisenetwerken", verdient het aanbeveling dat de memorie van toelichting enkele concrete voorbeelden geeft.

2. Volgens de memorie van toelichting moet de korpschef van het korps waartoe de betrokken magistraat behoort, zijn toestemming geven voor deelneming van laatstgenoemde aan het "expertisenetwerk".

Het ontworpen artikel 143*bis*, § 3, zesde lid, schrijft echter alleen voor dat de toestemming van de korpschef vereist is bij de aanwijzing van federale magistraten, van magistraten van de parketten van de procureur des Konings en van de arbeidsauditoraten.

Er dient eveneens te worden verwezen naar de magistraten van de parketten-generaal <sup>(5)</sup>.

#### Artikel 6

(ontworpen artikel 146*bis* van het Gerechtelijk Wetboek)

De woorden "Onder voorbehoud van de toepassing van de artikelen 143*bis* en 143*ter* of andere wettelijke bepalingen" zijn overbodig, gelet onder meer op de precisering die het tweede lid van het ontworpen artikel 146*bis* van het Gerechtelijk Wetboek aanbrengt, volgens welke de dwingende onderrichtingen van de procureurgeneraal in overeenstemming dienen te zijn, enerzijds met de richtlijnen van het college van procureurs-generaal uitgevaardigd op grond van artikel 143 *bis*, § 2, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek en anderzijds met de richtlijnen van de Minister van Justitie vermeld in artikel 143*ter* van hetzelfde Wetboek <sup>(6)</sup>

#### Artikel 7

(ontworpen artikel 146*ter* van het Gerechtelijk Wetboek)

---

<sup>(5)</sup> Zelfs al worden de "expertisenetwerken" ingesteld door het college van procureurs-generaal dat de nadere regels voor de organisatie en werkwijze ervan bepaalt, lijkt het niet overbodig dat elke procureur-generaal zijn instemming betuigt met de aanwijzing van magistraten afkomstig van zijn parket.

<sup>(6)</sup> Zie in dezelfde zin advies 32.899/2, gegeven op 11 maart 2002, over een voorstel van wet "houdende verticale integratie van het openbaar ministerie" (opmerking onder artikel 4), alsook over de amendementen nrs 1 en 2 (ingediend door Hugo Coveliers c.s. - Parl. St., Kamer, nr. 50 1559/1 tot 5 - 2001/2002).

De woorden "Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 143*bis*" dienen als doelloos te vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 146*quater*.

#### Artikelen 9 en 10

(ontworpen artikelen 150 en 152 van het Gerechtelijk Wetboek)

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking.

#### Artikel 9

(ontworpen artikel 150 van het Gerechtelijk Wetboek)

De vertegenwoordiger van de minister is het ermee eens dat de woorden "van het arrondissement" die voorkomen in het tweede lid van de huidige tekst, in fine, moeten worden toegevoegd aan het einde van het ontworpen tweede lid, eerste zin.

De bevoegdheid van de procureurs des Konings blijft immers beperkt tot hun arrondissement, onder voorbehoud van artikel 138, derde lid, zoals wordt gepreciseerd aan het begin van het ontworpen tweede lid.

#### Artikel 10

(ontworpen artikel 152 van het Gerechtelijk Wetboek)

De vertegenwoordiger van de minister is het ermee eens dat artikel 152, net als het ontworpen artikel 150 in het voorontwerp, in twee leden dient te worden ingedeeld en dat het tweede lid dient te beginnen met de woorden "Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 138, derde en vierde lid".

#### Artikel 12

(ontworpen artikel 155 van het Gerechtelijk Wetboek)

In het tweede lid stemmen de Nederlandse en Franse versie van het voorontwerp niet overeen.

.../...

De vertegenwoordiger van de minister heeft beaamd dat de Nederlandse versie als geldig moet worden beschouwd.

### Artikel 13

(ontworpen artikel 326 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom de procureur des Konings of de arbeidsauditeur een eensluidend advies moet geven in de gevallen vermeld in de ontworpen paragraaf 2, 3° en 4°, en geen advies in de gevallen vermeld in dezelfde paragraaf 2, 1° en 2°, terwijl ook in die beide gevallen rekening moet worden gehouden met de behoeften van het parket van de procureur des Konings of van het auditorsaat <sup>(7)</sup>.

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 4.

2. De ontworpen paragraaf 3 voorziet in overleg tussen de procureur-generaal, enerzijds, en de procureur des Konings of de arbeidsauditeur, anderzijds, wanneer het de bedoeling is een of meer magistraten van het parket van de procureur des Konings of van het arbeidsauditorsaat aan te wijzen op wie de federale procureur of de Minister van Justitie een beroep kunnen doen om het federaal parket te versterken in het kader van artikel 144bis, § 3, eerste en tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

De woorden "in overleg" zijn onduidelijk <sup>(8)</sup>.

Bovendien bepaalt artikel 144bis, § 3, eerste en tweede lid, dat wanneer de procureur-generaal of de Minister van Justitie besluiten om een beroep te doen op een lid van het parket van eerste aanleg of van het arbeidsauditorsaat, een tweede overleg zal moeten plaatshebben, ditmaal tussen de procureur des Konings of de arbeidsauditeur enerzijds en de federale procureur anderzijds. In de memorie van toelichting dient te

---

<sup>(7)</sup> Zie in dezelfde zin bovengenoemd advies 32.899/2 (opmerking nr. 3 onder artikel 9).

<sup>(8)</sup> Zie in dezelfde zin bovengenoemd advies 32.899/2 (opmerking nr. 2 onder artikel 7 en nr. 2 onder artikel 9).

worden verduidelijkt hoe beide vormen van overleg op elkaar kunnen worden afgestemd <sup>(9)</sup>.

### 3. De ontworpen paragraaf 7 bepaalt :

"In al deze gevallen kan de opdracht van de magistraat slechts met zijn toestemming geschieden".

De toestemming eisen van een toegevoegd substituut van de procureur des Konings of van een toegevoegd substituut van de arbeidsauditeur om tijdelijk zijn ambt uit te oefenen bij een parket van de procureur des Konings of van een arbeidsauditoraat van het rechtsgebied van het hof van beroep waarbij hij is benoemd, lijkt evenwel te ver te gaan <sup>(10)</sup>.

### Artikel 14

Artikel 14 "trekt" een aantal bepalingen "in" van de wet van 22 december 1988 betreffende de verticale integratie van het openbaar ministerie, het federaal parket en de raad van procureurs des Konings.

De artikelen 5-2°, 5-3° en 5-4° zijn reeds inwerking getreden. Ze wijzigen het Gerechtelijk Wetboek wat respectievelijk de evaluatie betreft van de federale procureur door het college van procureurs-generaal (artikel 143*bis*, § 3, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek), de bij standsmagistraten en de leden van het openbaar ministerie

---

<sup>(9)</sup> Zie in dezelfde zin advies 30.851/2, gegeven op 31 oktober 2000 over een voorstel dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 21 juni 2001 tot wijziging van verscheidene bepalingen inzake het federaal parket (Gedr. St. Kamer van volksvertegenwoordigers, zitting 2000/2001, nr. 50-897/2).

<sup>(10)</sup> De Raad van State wijst erop dat, zelfs in de overige gevallen, de instemming van de magistraat van het parket met een delegatie in het rechtsgebied van het hof van beroep van het arrondissement waar hij is benoemd, niet verplicht was, daar de magistraten van het parket niet onverplaatsbaar zijn (M. Uyttendaele, *Regards sur un système institutionnel paradoxal. Précis de droit public belge*, Brussel, Bruylant, 1997, nr. 434, blz. 508-509).

die het college van procureurs-generaal tijdelijk bijstaan (artikel 143*bis*, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek) en de deelneming van de federale procureur aan de vergaderingen van het college van procureurs-generaal (artikel 143*bis*, § 5, vijfde lid).

De vertegenwoordiger van de minister heeft beaamd dat deze artikelen noch ingetrokken, noch opgeheven hoeven te worden.

De overige bepalingen vermeld in artikel 14 van het voorontwerp zijn nog niet in werking getreden en zijn niet bestaanbaar met het voorontwerp. Er is dus effectief geen reden om ze te handhaven. Ze dienen evenwel te worden opgeheven en niet "ingetrokken".

-----

De kamer was samengesteld uit

|          |                            |                                     |
|----------|----------------------------|-------------------------------------|
| de Heren | Y. KREINS,                 | kamervoorzitter,                    |
| Mevrouw  | J. JAUMOTTE,<br>M. BAGUET, | staatsraden,                        |
| de Heer  | J. van COMPERNOLLE,        | assessor van de afdeling wetgeving, |
| Mevrouw  | B. VIGNERON,               | griffier.                           |

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS